

Atelier 7: participation et ancrage territorial

Journée de lancement d'une Plate Forme française «Pour changer d'échelles du local à l'Europe» - 8 novembre 2007 à Paris.

22 personnes provenant du Luxembourg, de Belgique, d'Allemagne, du Québec et bien sûr de France se sont réunies autour d'une formule simple, directement issue des Pactes Locaux riches de dix ans d'échanges d'expériences et d'affirmation collective: «On ne peut pas réussir des changements profonds sans la participation des gens. On ne peut pas non plus remédier aux problèmes du «global» si l'on ne se préoccupe pas de trouver comment organiser des réponses concrètes et territoriales, dans des espaces vivants et humains, reliés entre eux et avec l'extérieur». Fort de ces convictions partagées- et pratiquées-, le groupe a travaillé à construire des convergences à d'autres échelles autour de ces perspectives. Sans rien soustraire à l'autonomie et à la légitimité de chacun, il est possible de gagner de l'influence et de la crédibilité, et même de renforcer ces démarches au service du bien commun et de l'intérêt général. Dans un 1^{er} temps des intervenants ont fait quelques apports pour alimenter les débats.

La dimension internationale: quelques éclairages.

Yvon Poirier, du Québec, montre comment la dynamique RIPESS¹ est née, dans les années 90, à l'initiative d'acteurs locaux, d'une volonté de se préoccuper de la dimension globale. De la 1^{ère} rencontre internationale à Lima en 1997 à la 3^{ème} en 2005 à Dakar, le succès est grandissant. La démarche s'étend dans de nouveaux milieux et continents et se structure quelque peu avec un conseil d'administration. Il se réunit peu faute de moyens, mais c'est un processus qui progresse ainsi que l'interconnaissance des personnes actives. Le fonctionnement international du réseau est à l'ordre du jour de la 4^{ème} rencontre Lux'09, comme transversale à toutes les thématiques, vu l'importance de trouver une forme de gouvernance démocratique

appropriée à la mondialité de l'implantation en cours. Chaque continent, pays ou région s'organise en fonction de son propre contexte. L'Amérique latine est le continent le plus dynamique (17 réseaux nationaux, le Forum Brésilien d'Economie Solidaire est implanté dans toutes les régions). Le Québec est une base ancienne et solide de la dynamique, dans son propre pays et dans l'appui technique et financier conçu dans une approche renouvelée de la coopération entre pays du Nord et du Sud. Un réseau vient de se constituer au Etats-Unis. Dakar a servi d'aiguillon pour la mise en place de réseaux nationaux au Maroc et dans l'Afrique de l'Ouest: Mali, Niger, Burkina, Guinée, Sénégal où se trouve actuellement le secrétariat du RIPESS. Un premier Forum vient de se tenir à Manille aux Philippines et lance la démarche en Asie.

La lente et fragile construction des réseaux européens.

Pour **Eric Lavillunière**, d'INEES, la notion «d'économie sociale et solidaire» (ESS) regroupe des réalités bien différentes. Le poids économique de l'économie sociale et celui de l'économie solidaire ne se comparent pas. L'économie solidaire a vu naître de nouveaux réseaux et fait appel à des valeurs renouvelées. L'Europe, ce sont 40 langues, véritable difficulté pour construire des réseaux. Leurs moyens sont faibles, ce qui aboutit à la multiplication de petites Plates Formes sectorielles. Pour Lux'09, un comité européen se réunit tous les deux mois. Il fonctionne bien et repose sur le précepte du «qui s'engage à quoi?». Chacun garde son autonomie dans le cadre d'un programme international de travail. La Plate Forme française «changer d'échelles du local à l'Europe» y a une place naturelle... pourvu qu'elle fasse l'effort de son internationalisation ! L'objectif est de dépasser la seule

forme du témoignage et de problématiser. Depuis 10 ans, la reconnaissance de l'ESS progresse peu. Il est toujours difficile d'expliquer que la manière de faire est au moins aussi importante que les résultats. L'un des objectifs de LUX'09 est d'ouvrir un espace de contribution pour consolider l'existence d'une Plate Forme européenne de l'économie solidaire et engager les meilleures coopérations possibles avec les plateformes traditionnelles de l'économie sociale (coopératives, mutuelles et associatives). Il salue l'initiative d'IRIS (Inter Réseau européen des Initiatives éthiques et Solidaires) qui a entrepris de réunir des réseaux de commerce équitable, de finances éthiques, d'entreprises sociales d'insertion et de consommation responsable - cf. www.iris-network.eu (Fr + En).

L'expérimentation collective de la démocratie locale en France.

Gérard Logié de l'ADELS², qui a 40 ans d'existence, pose une question, reprise partout dans le monde. «À quoi sert la société civile?». Il cite l'économiste philippin Nicanor Perlas qui milite pour l'affirmation d'une 3^{ème} sphère: la sphère culturelle. Elle porte la responsabilité de faire respecter les valeurs humaines et environnementales de la vie sur terre par les deux autres sphères, la sphère politique et la sphère économique. Cette réflexion n'est pas absente des défis franco-français actuels, dans le cadre des élections municipales. Il s'agit de faire reconnaître des politiques territoriales authentiquement participatives, la dimension d'intérêt général du fait associatif qui n'est pas compatible avec leur mise en concurrence dans le système d'appel d'offres. Obtenir la reconnaissance effective de ces deux principes est un objectif politique en soi.

¹ Réseau Intercontinental de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire - cf. www.ripest.net (Fr + En + Es)

² Association pour la Démocratie et l'Education Locale et Sociale en France

La Plate Forme française «changer d'échelles du local à l'Europe», c'est:

- un dispositif de travail coopératif, avec un cahier des charges commun et des formes d'organisation. Elles sont à déterminer, chemin faisant, par les personnes volontaires qui la rejoindront. Ce sont des échanges entre pairs. Ni évaluation, ni jugement, ni posture externe, c'est un partage d'expérience pour trouver des analogies et des différences liées aux contextes et produire un argumentaire commun;
- un calendrier, inscrit dans la préparation de LUX'09, avec 5 étapes régionales, entre décembre 2007 et fin 2008. Ces lieux et ces moments d'échanges, entre acteurs, habitants d'un territoire et participants invités, alterneront avec des séances intermédiaires de capitalisation;
- une démarche qui produit des résultats et des outils pour divers usages: avancer dans une problématique ou un enjeu collectif propre au territoire invitant; expérimenter en situation un processus de construction collective, préfigurant des formes de coopération horizontales entre acteurs de différentes échelles; produire des contenus sur le thème: «Participation démocratique et ancrage territorial ...»

C'est enfin, une invitation à s'associer:

- à la première étape régionale prévue les 13 et 14 décembre à Poitiers, autour de cette question «Qu'apportent les réalisations partenariales, l'insertion par l'activité économique, les conseils de développement et d'agglomérations, les fonds territoriaux..., le dialogue social territorial, au développement d'une économie territoriale plus solidaire, plus coopérative répondant aux aspirations de tous à un travail et un emploi?». La journée se décompose en trois séquences: illustrations, débats et propositions.
- à la démarche générale qui tiendra sa première réunion au mois de janvier à Paris (date à fixer). Les échanges entre les participants déboucheront sur différentes orientations à discuter afin de se mettre en route.

Pour plus d'information: Géraldine Lechevalier: 00 33 (0) 632 197 395 geraldine.lechevallier@wanadoo.fr
Martine Theveniaut: 00 33 (0) 468 699 288 martine.theveniaut@wanadoo.fr

Des indicateurs de bien-être pour un territoire solidaire et responsable

Nous manquons aujourd'hui d'outils pour évaluer la qualité de vie des populations et les politiques publiques en matière de cohésion sociale territoriale. Paradoxalement plus l'économie se globalise et plus on a besoin d'approches territoriales pour organiser les politiques de services et de redistribution adaptées aux besoins des populations. Les grands indicateurs statistiques macroéconomiques traditionnels de performance économique et sociale d'un pays renseignent très peu pour organiser ces actions publiques. Il existe également peu de moyens d'évaluer les contributions du secteur privé et du tiers-secteur à l'amélioration de la qualité de vie.

Description concise du projet - L'Institut Européen d'Economie Solidaire propose de construire et d'expérimenter au niveau local un outil méthodologique dynamique qui permette d'évaluer de façon pertinente la qualité de vie et le bien-être des populations au niveau local. Sur la base de 3 ou 4 territoires tests du Grand Duché du Luxembourg, on identifiera les indicateurs appropriés pour les mesurer, ainsi que les déterminants facteurs de progrès. C'est donc dans une optique de recherche-action que ce projet sera mené.

Objectifs - Construire un outillage méthodologique adapté qui permette aux territoires qui le souhaitent, avec toutes leurs parties prenantes, de:

- avoir à disposition des critères d'évaluation quantitatifs et qualitatifs du bien-être des populations;
- de trouver des supports statistiques à cette démarche;
- d'évaluer l'efficacité des politiques publiques en matière de cohésion sociale et environnementale et donc de fournir des outils d'aide à la décision aux autorités publiques;
- de définir des axes de progrès partagés;
- d'établir des possibilités d'engagement du secteur productif;
- de mieux évaluer l'apport de l'économie solidaire pour l'amélioration de la qualité de vie des populations.

Impact escompté - L'impact escompté est de promouvoir une nouvelle culture de la définition des politiques socio-économiques au Grand Duché. L'action se concentrant sur la définition d'une méthodologie appropriée, elle contient un effet démultiplicateur potentiel important.

Partenariat et financement - INEES va s'appuyer sur les associations locales du Réseau Objectif Plein Emploi et a déjà rencontré le Ministre de l'Intérieur du Luxembourg, le SYVICOL (Syndicat des Villes et Communes), le STATEC (Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques) et des chercheurs ...

Ce projet sera soumis à une demande de financement européen Interreg (volet transrégional ou transnational).

On recherche des partenaires pour le volet européen.

Contact: lavilluniere@inees.org

Offre d'Emploi - INEES recrute un Chargé de mission (m/f)

Les missions: Conduire l'organisation générale du Forum International Lux'09 de Globalisation de la Solidarité; en ce sens, nous pouvons distinguer principalement 3 champs d'activités:

- * une partie logistique: organisation des réunions préparatoires, planning des différentes sessions thématiques, organisation des salles de conférence, de l'hébergement, du catering, des moyens de transports et de l'accueil des participants, ...
- * un volet rédactionnel: reporting des réunions préparatoires, élaboration de tableaux de bord et plannings, rédaction de courrier divers à l'attention des participants, des intervenants, des partenaires et des instances officielles, rédaction de courrier spécifique lié au fundraising, ...
- * l'animation du site Web: mise en ligne d'articles, modération du forum, ...

Le profil: L'intérêt pour les thèmes liés à l'Economie Solidaire et la connaissance des contextes socio-économiques et institutionnels du Luxembourg et européens constitueront un avantage. On demande une opérationnalité immédiate que des compétences solides, issues de l'expérience professionnelle, en matière d'organisation, de promotion et de conduite de projets et/ou de manifestations internationales peuvent apporter. Nous évaluerons le dynamisme, le sens de l'initiative, la polyvalence, les capacités organisationnelles, à conduire un projet, à travailler de manière autonome tout en participant au travail d'équipe.

Autres compétences utiles: Les aptitudes relationnelles, le sens de la communication et les connaissances linguistiques en français et en anglais, tant à l'oral qu'à l'écrit (la pratique de l'espagnol et/ou de l'allemand est souhaitée), doivent permettre de dialoguer couramment avec des partenaires internationaux et multiculturels. On demande également une maîtrise des outils informatiques de base (traitement de texte, tableur, logiciel de présentation, messagerie électronique) et des connaissances pour l'édition de pages web. Le poste requiert une grande mobilité (cours séjours à l'étranger) et une flexibilité des horaires de travail.

Termes du contrat: Engagement immédiat ou à convenir - CDD 18 mois avec objectif de pérennisation du poste - 40 heures/semaine
Lieu de travail principal: Schifflange (Sud Luxembourg) et déplacements à l'étranger

Vous êtes intéressé(e) ? Envoyez votre candidature avant le 29 Décembre 2007 à:

INEES asbl - A l'attention de M. Eric Lavillunière - 1, rue du Moulin - L-3857 Schifflange - info@inees.org

Edito A peine la newsletter n°10 spéciale préprogramme est sortie et nous vous proposons déjà la n°11 car ça bouge très vite en cette fin d'année. Des dynamiques de travail sont déjà endenchées (lire p. 3 et 4) autour des ateliers. N'hésitez pas à prendre contact et à vous impliquer. Ça évolue également en Asie (cf. p.2) et sans conteste l'économie sociale et solidaire continue de gagner du terrain partout dans le monde. Pour contribuer pleinement à cet essor INEES a décidé, en accord avec le Comité de Pilotage Européen de Lux'09 qui se réunit tous les deux mois, de recruter un nouveau collaborateur-trice: certes nous sommes loin d'avoir bouclé le budget pour réussir cet évènement, mais en investissant dans l'humain nous allons amplifier la recherche de fonds et accélérer l'organisation de la logistique. A ce propos je rappelle que la réussite repose également sur votre implication (participation aux ateliers, accueil de délégations en Europe et financement des délégations du Sud ...). Pour améliorer la visibilité de Lux'09 nous lancerons un site internet interactif en début d'année 2008. N'hésitez pas à faire des propositions.

Eric Lavillunière - INEES

Forum Asiatique de l'Économie Solidaire

du 17 au 20 octobre 2007 à Manille, Philippines

Environ 700 personnes ont participé au premier Forum Asiatique de l'économie solidaire qui s'est tenu à Manille. En dehors des philippins, il y avait environ 80 participants en provenance de 26 pays d'Asie, et quelques-uns en provenance d'autres continents (Europe et Amérique du nord).

Le Programme du Forum était articulé autour de quatre thématiques:

- Investissements socialement responsables
- Entreprises socialement responsables
- Consommation socialement responsable
- Gouvernance socialement responsable

L'ensemble des plénières et les ateliers étaient articulés autour des quatre thématiques. Dans l'ensemble, la participation dans les ateliers et les plénières était importante, et l'ensemble des participants ont semblé apprécier le contenu. Il est possible de dire que le concept de l'économie solidaire est maintenant beaucoup plus enraciné aux Philippines et chez les participants des autres pays présents.

Tout comme à Dakar en 2005, il faut souligner l'importance de la participation de la jeunesse, ainsi que l'équité homme/femme. Le Forum lui-même aura été un succès.

La participation du RIPESS

Dès l'annonce du Forum en janvier 2007, la présence du RIPESS a été discutée avec David Thompson et Suman Khanal, les membres du Conseil d'Administration pour l'Asie (et Océanie). Ils ont décidé qu'il serait utile d'avoir une présence Nord Américaine à la rencontre de Manille. C'est pourquoi les co-présidents du réseau nord américain d'économie solidaire NANSE (North American Network for the Solidarity Economy), Dan Swinney et Michael Lewis, y avaient délégué Yvon Poirier.

Giovanni Acquati d'INAISE (International Association of Investors in the Social Economy), membre du C.A. du RIPESS, était également présent.

Pendant le Forum, Yvon Poirier a été invité à prendre la parole lors d'une plénière pour présenter le RIPESS, NANSE et annoncer Lux'09. De nombreux exemplaires du pré-programme Lux'09 (cf. *newsletter spéciale n°10*) ont été distribués.

L'objectif de faire connaître publiquement le RIPESS a été atteint et un bon nombre de personnes est intéressé à participer à Lux'09.

Activités de réseautage

Le Forum aura été l'occasion de discuter avec les organisateurs.

Il est important de mentionner que la rencontre a été organisée par une petite équipe de 4-5 personnes, présidée par le Dr. Cielito

Habito, économiste qui avait été directeur national de la planification lors de la présidence de Ramos. Ben Quiñones de la Coalition des petites et moyennes entreprises socialement responsable d'Asie (CSRSMEA) était le directeur exécutif de ce Comité de pilotage.

Ils estiment que pour le moment les conditions ne sont pas totalement réunies pour créer un réseau asiatique. Un travail considérable doit encore se faire auprès d'organisations dans différents pays afin qu'elles adhèrent aux idées et des réseaux nationaux devraient se mettre en place.

L'objectif est d'organiser un Forum Asiatique dans deux ans. Ainsi, le prochain Forum se tiendrait au Japon en octobre 2009. La décision sera prise par les organisations du Japon.

Le Comité du pilotage du Forum est intéressé à développer des relations avec le RIPESS. Dans les prochains mois, le Comité se penchera sur la possibilité de faire une demande formelle d'adhésion.

Pendant les deux prochaines années, l'objectif est de mieux connaître l'économie solidaire d'Asie. Afin d'atteindre ce but, il est prévu de réaliser une description, pays par pays, et secteur par secteur, des activités d'économie solidaire existantes. Il est certain que l'économie solidaire existe de façon assez élaborée, même si beaucoup n'utilisent pas encore ce concept. Cet effort accroîtra la visibilité de l'économie solidaire.

Autres informations intéressantes

Aux Philippines, ils ont découvert que dans leur langue nationale, le mot *banayihan* est l'équivalent d'économie solidaire. Ainsi le *Banayihan Banking Window (BBW)*, officialisé pendant le Forum, est le guichet bancaire d'économie solidaire. En partenariat avec un département gouvernemental, le BBW fait la liaison entre des Investisseurs Socialement Responsables et des Entreprises Socialement

Responsables des Philippines.

Par ailleurs, Marcos Arruda a annoncé le lancement de l'Alliance pour une Oeconomie (ALOE) qui fait suite au Pôle de Socio-Économie Solidaire (PSES) de l'Alliance pour un Monde Responsable et Solidaire soutenu par la Fondation pour le Progrès de l'Homme (FPH) - cf. www.socioeco.org (in *Fr+En+Es*). Les objectifs sont de générer et de promouvoir collectivement des propositions et des stratégies de transformation socio-économique.

Notons d'ailleurs que ce Forum a pu se tenir grâce à un partenariat entre la CSRSME Asie et la FPH.

Une contribution de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) aura permis de financer la venue de certains participants de pays de l'Asie.

Le Programme UNITERRA qui soutient le RIPESS, notamment via des réseaux nationaux (par exemple en Afrique de l'ouest), a également contribué à la réussite de cet événement. Il est actif dans quelques pays d'Asie et, grâce à un projet conjoint avec le GESQ (Groupe d'Économie Solidaire du Québec), une délégation de six personnes du Népal a pu participer à la rencontre de Manille.

Conclusion

Grâce au travail d'équipe qui s'est poursuivi pendant plusieurs mois, les objectifs fixés pour la participation au Forum auront été atteints.

En particulier, la dynamique du RIPESS est maintenant connue en Asie.

Il est possible d'affirmer que le réseautage en économie solidaire est né en Asie. Mais, comme dans les autres pays et continents, ça lui prendra du temps pour grandir.

Nous pouvons être confiants pour l'avenir.

Yvon Poirier

Grande Région autour du Luxembourg

47 organisations des six régions de la Grande Région (Sarre (De), Lorraine (Fr), Rhénanie-Palatinat (De), Luxembourg (Lu), Wallonie (Be) et Communauté Germanophone et Française de Belgique) ont créé lors du 1^{er} Forum de l'économie sociale et solidaire de la Grande Région un réseau transfrontalier et ont ainsi posé les jalons d'une coopération entre acteurs.

Placée sous le signe de la participation et de l'interactivité les participants ont exprimé leur intention de s'impliquer en signant une déclaration d'intention.

Reste maintenant à trouver des moyens pour faire vivre ce réseau qui a identifié des besoins.

Contact: lavilluniere@inees.org

Les Journées internationales de l'Économie solidaire

des 18 & 19 octobre 2007 à Lille étaient placées sous le signe de Lux'09 (Atelier 1)

et ont fait l'objet d'une déclaration adoptée par les participants (dont de nombreux élus)

Déclaration de Lille:

«S'unir pour impulser dans les instances décisionnaires nationales, européennes et internationales des politiques publiques d'économie sociale et solidaire»

Les Journées internationales de Lille s'inscrivent dans le cadre des moments d'échange et de débat organisés régulièrement par le Réseau des Territoires de l'Économie Solidaire (RTES).

Elles s'articulent avec les Rencontres «Globalisation de la Solidarité» du Réseau Intercontinental des Promoteurs de l'Économie Sociale et Solidaire (RIPESS) de Lima (1997), Québec (2001) et Dakar (2005). Elles préparent les Rencontres de Luxembourg, «LUX'09», événement européen majeur qui aura lieu en 2009. Elles s'inscrivent donc pleinement dans leur continuité et participent activement au processus international de construction de l'économie sociale et solidaire.

A ce titre, les organisateurs et participants des Journées de Lille rappellent leur adhésion à la définition de l'économie sociale et solidaire faite à Lima:

«économie s'appuyant sur la coopération, le partage et l'action collective, plaçant la personne humaine au centre du développement économique et social» et de la solidarité: «la solidarité en économie repose sur un projet tout à la fois économique, politique et social, qui entraîne une nouvelle manière de faire de la politique et d'établir les relations humaines sur la base du consensus et de l'agir citoyen».

Ils réaffirment leur volonté de poursuivre et de consolider les actions engagées depuis 1997 avec les réseaux d'acteurs, notamment:

- la reconnaissance de l'économie sociale et solidaire comme mode de développement économique permettant:
 - la création d'activités et d'emplois de qualité et socialement utiles,
 - un partage équitable et solidaire des ressources entre les territoires, les populations et les générations;
- le soutien à toutes les initiatives locales de l'économie sociale et solidaire construites de façon participative et démocratique avec les citoyen/nes, les porteurs de projets, les acteurs de l'accompagnement, les institutions et les élu/e/s;
- le développement et le renforcement des dynamiques partenariales entre les acteurs, les réseaux et les décideurs politiques, afin de construire ensemble des politiques publiques de soutien à l'économie sociale et solidaire;
- la poursuite des actions de communication, de formation, de recherche-action et de représentation auprès des institutions;
- la concertation et la coopération à l'échelle internationale.

Alors que les initiatives locales se multiplient et que la reconnaissance institutionnelle progresse, les organisateurs et participants des Journées internationales de Lille constatent que tous les objectifs fixés depuis 1997 ne sont pas atteints.

La prégnance dans les institutions nationales, européennes et internationales du modèle économique dominant génère un accroissement des inégalités et une répartition injuste des richesses que les systèmes de redistribution n'arrivent pas à corriger. Le désengagement des Etats pèse de plus en plus sur les finances des collectivités territoriales.

Ces deux tendances lourdes menacent la pérennité des politiques publiques mises en œuvre ces dernières années.

Dans ce contexte politique et économique, les organisateurs et participants des Journées internationales de Lille affirment leur volonté de se coordonner et de démultiplier leurs forces afin de peser à tous les niveaux sur les décisions politiques, économiques et financières.

Leur objectif est triple:

- améliorer la structuration, la visibilité et l'efficacité des organisations qui s'engagent au quotidien, dans les lieux de pouvoir et de débats, pour favoriser le développement de l'économie sociale et solidaire;
- préserver et renforcer les politiques publiques d'économie sociale et solidaire mises en œuvre aux différents échelons territoriaux;
- faire reconnaître l'économie sociale et solidaire dans l'ensemble des institutions, (politiques, syndicales, associatives, financières, éducatives, de recherche...) et exercer une force de pression régulière et continue.

Réunis à Lille, les organisateurs et participants des Journées internationales de l'économie solidaire s'engagent à:

- **Exiger de leurs gouvernements nationaux la mise en place durable de ministères dédiés à l'économie sociale et solidaire, dotés de moyens humains et financiers conséquents.**
- **Veiller à ce que ces ministères développent de véritables politiques publiques d'économie sociale et solidaire, en collaboration avec les réseaux d'acteurs et qu'ils reconnaissent ceux-ci comme de véritables partenaires.**
- **Agir sur les institutions européennes et internationales (OMC, FMI...) afin qu'elles orientent de manière cohérente leurs politiques économiques et sociales vers un développement durable et solidaire, et qu'elles reconsidèrent les indicateurs de richesse.**
- **Exiger des relations internationales économiques et financières qui soient équitables, notamment entre le Nord et le Sud, y compris à travers l'annulation de la dette.**
- **Inciter les partenaires politiques, économiques et sociaux à s'approprier les problématiques de l'économie sociale et solidaire, et à en soutenir les actions dans leurs organisations et auprès de toutes les instances décisionnaires.**

Depuis des décennies, l'économie sociale et solidaire prouve son utilité sociale et environnementale. Elle démontre également son efficacité économique en contribuant à l'intérêt général.

Il y a dix ans, était signée la déclaration de Lima. Il y a six ans était affirmé «Résister et construire» à Québec. Il y a deux ans était proclamé «Renforcer le pouvoir d'agir des peuples» à Dakar.

Les Rencontres de 2009 au Luxembourg seront l'occasion de mesurer les progrès accomplis et de réaffirmer nos volontés. Nous appelons l'ensemble de l'économie sociale et solidaire à se mobiliser pour participer massivement à ces rencontres et montrer qu'elles s'affirment comme un grand mouvement international, à la hauteur des espoirs de paix, de développement économique, social et démocratique dont elle est porteuse.